

COOPÉRATION. Jean-Philippe Magnen, élu Vert, témoigne au retour d'une mission à Gaza

« Une prison à ciel ouvert »

L'adjoint à la coopération de Nantes dénonce « la situation catastrophique » qui règne en Palestine. Entretien.

Dans quel cadre s'inscrit la mission que vous avez assurée du 1^{er} au 8 mars à Gaza ?

« Suite à l'embrasement de la bande de Gaza le 27 décembre, l'association Cités unies France, spécialisée dans le domaine de la coopération, a créé en urgence un fonds d'aide à la reconstruction. Ce fonds rassemble déjà 200 000 €. La ville de Nantes a abondé à hauteur de 40 000 €, la région des Pays de la Loire a donné 25 000 €. Une délégation d'élus locaux a été sollicitée pour évaluer sur place l'ampleur de la situation mais aussi tenter de dégager, avec les acteurs locaux, des priorités dans l'attribution des aides. »



Jean-Philippe Magnen, adjoint à la coopération décentralisée et au co-développement, s'est rendu à Gaza, notamment avec Patricia Cereijo, conseillère régionale.

Vous dites avoir été témoin d'une situation catastrophique...

« Franchement, on ne peut que ressentir un immense choc face aux conséquences de ce conflit. L'armée israélienne a frappé des objectifs très ciblés : des zones d'activités économiques, des structures médicales ou des institutions. Le blocus des matières premières et des

matériaux de construction est insupportable. Tout ce qui est vecteur de développement est réduit à néant. Comment reconstruire un pays sans école, sans entreprise ou sans hôpital ? Tout est fait pour que la bande de Gaza soit une prison à ciel ouvert. Dans ces conditions, la communauté internationale a beau voté l'octroi de 4,5 milliards d'euros de crédits,

cette aide ne sera efficace que si le blocus orchestré par Israël est levé. »

Qu'est-ce que vous pouvez apporter en tant qu'élus ?

« Évidemment, on ne prétend pas régler ce conflit international. Le rôle qu'on peut jouer, à notre petite échelle, c'est de témoigner et tout faire pour maintenir une coopération

entre nos collectivités territoriales et l'autorité palestinienne. Notre but n'est pas de prendre parti. Mais il faut reconnaître qu'il y a un peuple occupé qui souffre et un peuple occupant. Israël a dit mener son offensive pour éliminer le Hamas. C'est raté. La guerre a fait 1 300 victimes, dont « seulement » 46 combattants du Hamas. »

Vous ne craignez pas que l'on vous accuse d'être partisan...

« Je ne suis pas pro-palestinien. Je dénonce les tirs de roquette du Hamas. Mais oui, je soutiens le peuple palestinien. Après ce que j'ai vu, c'est difficile de rester neutre. Les représentants de l'Onu que l'on a rencontrés ne peuvent pas être taxés d'être pro-palestiniens. Et pourtant ils disent tous la même chose : il faut que la communauté internationale oblige Israël à lever son blocus et qu'elle interdise enfin toute incursion militaire. » ■

Propos recueillis par Yan Gauchard

